AVIS SUR LE RAPPORT ANNUEL 2013 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU
SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS

Concernant les données chiffrées du rapport Barnier, la commission s'étonne de la hausse du taux de refus de tri en 2013 (+ 9,84%), taux qui, s'il avait légèrement baissé ces dernières années, reste globalement stagnant depuis de nombreuses années, ce qui interroge la commission.

A ce titre, elle incite fortement le Grand Lyon à poursuivre toutes les actions qui peuvent améliorer les gestes de tri, que ce soit les opérations de sensibilisation à l'occasion des changements de bacs ou les opérations de sensibilisation « coups de poings » sur un temps donné en pied d'immeuble, ou encore le développement du réseau des bailleurs de l'agglomération. La commission encourage également le Grand Lyon à développer les actions de sensibilisation dans les écoles, qui peuvent être un vecteur efficace.

Par ailleurs, la commission souligne l'attention qu'elle porte aux conditions de travail des agents de la propreté. A ce titre, elle prend bonne note de l'étude ergonomique en cours commanditée par le Grand Lyon, en lien avec le Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), sur les conditions de travail des agents de la collecte (conducteurs et éboueurs). Elle note que cette étude devra fournir des éléments en matière de pénibilité des tâches à réaliser et ainsi permettre au Grand Lyon d'organiser son service de collecte en mettant fin à la pratique du « fini-parti ». Ces modifications pourraient être mises en place à l'issue du renouvellement des marchés de collecte prévus en mai 2017.

Par ailleurs, la commission demande à ce que figurent, dans le rapport Barnier, des indicateurs plus précis sur ces conditions de travail (*chapitre « L'emploi à la gestion des déchets »*).

Ces constats établis, la CCSPL, comme déjà en 2013, attire particulièrement l'attention du Grand Lyon sur :

- **Le manque de cohérence entre les chiffres des différents documents du Grand Lyon.** En effet en 2013, concernant la TEOM, on ne retrouve pas les mêmes chiffres entre le rapport Barnier et les comptes administratifs du Grand Lyon.
- **L'excédent net budgétaire** de 20 M€. Elle alerte le Grand Lyon sur cet écart entre les recettes et les dépenses du service de collecte et de traitement des déchets venant alimenter le budget général de la collectivité. Elle souhaite qu'un meilleur équilibre financier soit recherché en toute transparence et sera très attentive au suivi de cet indicateur. A ce titre, la commission alerte le Grand Lyon sur **la nécessité d'une réflexion approfondie sur les différents taux de la TEOM, en fonction des fréquences de collecte.**

- **L'absence d'information concernant les clefs de répartition et les bases des coûts indirects affectés au service par le Grand Lyon.** En effet, l'explication de ces clefs de répartition des charges de structure ne figure plus dans le rapport Barnier depuis 2010. La CCSPL souhaite donc que ces clefs de répartition soient à l'avenir présentées dans le rapport Barnier.

Afin d'améliorer la gestion du service public de collecte et traitement des déchets, elle souhaite partager avec le Grand Lyon les propositions suivantes :

- **Proposer des solutions alternatives aux déchèteries actuelles** afin que des personnes à mobilité réduite ou n'ayant pas de véhicules puissent déposer leur objets dont ils souhaitent se débarrasser. La commission encourage donc le Grand Lyon à réfléchir à cette question et à organiser un système pour solutionner ce problème (par exemple, en travaillant avec les aides à domicile, ou encore avec les associations d'insertion qui mettent déjà en place une collecte en porte à porte pour ce public particulier).
- **Améliorer le contenu du rapport Barnier.** Comme déjà suggéré l'année précédente, elle propose que ce document comporte :
 - des indicateurs financiers analytiques permettant de différencier les coûts de collecte des coûts de traitement des déchets,
 - des indicateurs techniques et financiers relatifs à la collecte et au traitement des déchets ne provenant pas des ménages,
 - un volet « hygiène, sécurité et conditions de travail » du personnel de collecte plus conséquent et comportant des indicateurs de suivi,
 - les clefs de répartition et les bases des coûts indirects du service public d'élimination des déchets.